



Ambassade de France au Pakistan
Service économique d'Islamabad

Islamabad, le 5 octobre 2023

Pakistan : Veille économique du 05/10/2023

Le Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) et le Pakistan signent un « accord préliminaire » en vue d'un accord de libre-échange (ALE).

Préparation des assemblées annuelles 2023 de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international à Marrakech (9-15 octobre 2023) :

(i) La Banque mondiale revoit ses prévisions de croissance pour l'année budgétaire et considère que le Pakistan devra effectuer un important ajustement budgétaire.

(ii) Public Expenditure Review (PER) 2022/2023 : recommandations de la Banque mondiale à partir de l'examen des dépenses publiques du Pakistan.

L'administration fiscale (FBR, Federal Board of Revenue) a collecté au 1er trimestre plus que l'objectif qu'elle s'était fixée malgré la baisse des taxes indirectes provenant des importations.

En septembre l'indice des prix à la consommation est passé à +31,4 % en g.a.

Exportations pakistanaïses : Baisse de 3,78% en g.a. au cours sur le trimestre mais léger rétablissement pour la première fois depuis un an en septembre, en revanche toujours pas de sursaut dans le secteur textile.

La réduction de 42% du déficit commercial au premier trimestre de l'année budgétaire 2023/2024, une illustration du maintien des mesures restrictives sur les lettres de crédit ?

Conseil de coopération des Etats arabes du Golfe (CCEAG) et le Pakistan signent un « accord préliminaire » en vue d'un accord de libre-échange (ALE).

Un projet d'accord de libre-échange (ALE) entre le CCEAG et le Pakistan » a été signé le 28 septembre à Riyadh par le secrétaire général du CCEAG Jassim Mohammed Al-Budaiwi, et le Dr Jawhar Ijaz le ministre de transition pakistanaïse du commerce. Ce projet déjà endossé par le Pakistan va être étudié dans les six capitales des pays du CCEAG.

« L'accord préliminaire » vient clore cinq cycles de négociations (2004, 2006, 2008, 2017, 2022) qui ont été initiés il y a 19 ans (le CCEAG et le Pakistan avaient signé un accord-cadre lançant les discussions officielles en août 2004). Un premier projet d'ALE avait été présenté par les deux parties en mars 2017 à leurs autorités compétentes, mais certains pays du CCEAG avaient bloqué l'accord en août de la même année pour des raisons non-spécifiées. On notera à cet égard que ni les détails techniques de l'accord, ni les positions des différents pays sur les clauses proposées n'ont été rendues publiques.

Les négociations avaient repris en mai et juin 2022, sans résultats décisifs. Le quotidien saoudien « Arab News » indique que l'intérêt porté par les Etats du CCEAG pour le nouveau cadre de l'investissement porté par l'organe civilo-militaire « SIFC -Special Investment Facilitation Council ») a de facto relancé le besoin d'un ALE (sous-entendu en raison d'une clause sur la protection de l'investissement et sur le rapatriement des capitaux).

Selon le Dr Jawhar Ijaz, « l'ALE préliminaire s'inscrit dans le plan d'action conjoint entre le CCEAG et le Pakistan pour le dialogue stratégique (2022-26) annoncé en janvier 2022. Le projet d'accord de libre-échange est le plus complet et le plus moderne que le Pakistan ait jamais signé avec un autre pays. Il englobe non seulement le commerce des marchandises, mais aussi le commerce des services, y compris le commerce numérique, les droits de propriété intellectuelle, le tourisme et la sécurité. » Le ministre de transition a ajouté qu'un grand nombre de MoU entre les deux parties étaient en préparation afin de concrétiser les projets d'investissements des pays du CCEAG au Pakistan et que le premier qui sortirait serait dans le secteur de l'agriculture.

Préparation de l'assemblée annuelle 2023 de la Banque mondiale à Marrakech :

(i) Rapport "Pakistan Development Update: Restoring Fiscal Sustainability" de la Banque mondiale : révision à la baisse de croissance pour l'année budgétaire et nécessité pour le Pakistan de procéder à un ajustement budgétaire conséquent.

La Banque mondiale estime dans son rapport intitulé "Pakistan Development Update: Restoring Fiscal Sustainability" (« Rétablir la viabilité budgétaire") que la croissance pour l'année 2023/2024 devrait s'établir à 1,7% après une baisse de -0,6% en 2022/2023 (la prévision officielle s'établissait à +3,5 % au moment du vote de la Loi de Finances, une prévision révisée de la Banque centrale pakistanaise entre +2 et +3% et une prévision de la BASD à 1,9%). La Banque mondiale estime que, dans le cadre de la loi de finances votée à la fin juin, du fait de la plus faible croissance et, dans le cas où le Pakistan appliquerait la discipline budgétaire à laquelle elle s'est engagée, le déficit primaire devrait se situer à - 0,4 % du PIB (dans l'accord de confirmation avec le FMI de la mi-juillet dernier, le Pakistan s'était engagé à amener celui-ci à +0,4 %). La Banque estime que le Pakistan devrait maintenir sa stabilité macroéconomique en restant au plus près de l'accord avec le FMI qui consiste dans une réduction des subventions, un dosage cohérent des politiques budgétaires (passant par la rationalisation des dépenses afin de réduire le déficit budgétaire) et monétaires (le taux de change doit être déterminé par le marché).

La Banque mondiale précise qu'une partie de la crise économique est liée aux incertitudes politiques pakistanaises qui doivent être réduites. Pour la Banque mondiale, le gouvernement de transition devrait augmenter ses ressources fiscales, mais elle note que le Pakistan ne dispose pas d'un « consensus des élites » pour aller dans ce sens. Dans cette situation afin d'éviter un fort déficit budgétaire, le Pakistan devrait réduire ses dépenses budgétaires de 4% du PIB soit un peu moins de 40% du budget. La Banque mondiale met par ailleurs en garde Islamabad contre l'augmentation du fardeau de la dette et de la dette publique garantie par l'Etat qui pourrait atteindre 89,3 % du PIB d'ici la fin de l'année budgétaire 2025/2026 (elle considère que la dette pakistanaise est très vulnérable à l'évolution du taux directeur de la FED aux Etats-Unis et aux variations de taux de change) et exclut l'hypothèse d'une restructuration de la dette pakistanaise considérant que le Pakistan devrait plutôt intégrer la catégorie des pays pauvres très endettés (PPTE).

(ii) Public Expenditure Review « PER » 2022/2023 : Recommandations de la Banque mondiale à partir de l'examen des dépenses publiques du Pakistan.

De la revue des dépenses publiques de la Banque mondiale, il ressort que le gouvernement pourrait économiser 2 723 Mds PKR (9,65 Mds USD), soit 4,07 % du PIB, (i) en réduisant les subventions dans le secteur électrique, (ii) en révisant certains budgets affectés par l'Etat central aux provinces, (iii) en supprimant au niveau fédéral la Commission de l'enseignement supérieur (« HEC ») et la Commission nationale des droits de l'homme (« NCHD ») qui font double emploi avec les actions menées par les provinces, (iv) en réduisant l'enveloppe du PSDP - Programme d'investissements du secteur public- (3% du PIB de dépenses prévues pour l'année budgétaire 2023/2024), (v) en adoptant le compte unique du Trésor (nota : malgré les demandes de clôture de ce compte parallèle non voté par le Parlement pour certaines dépenses militaires, ce compte n'a toujours pas été fermé) ; (vi) ainsi qu'en prenant des mesures pour augmenter la TVA non-récupérable (« GST »), l'IRPP et en imposant une nouvelle augmentation des droits d'accises sur les cigarettes.

Le « PER » de la Banque mondiale considère également que si le gouvernement supprime les exonérations de TVA non remboursable et le régime fiscal préférentiel pour les exportateurs pakistanais, le pays serait susceptible d'augmenter ses recettes de 15 %. Si les exonérations à la TVA non-récupérable (notamment dans le secteur des petits commerces et artisans) était éliminée, le Pakistan pourrait quasiment doubler de 3,3% à 6,53 % du PIB ses revenus indirects (hors revenus indirects issus de la TVA non-récupérable sur les importations).

L'administration fiscale (FBR, Federal Board of Revenue) a collecté au 1^{er} trimestre plus que l'objectif qu'elle s'était fixée malgré la baisse des taxes indirectes provenant des importations.

Le FBR a perçu 2,04 Mds PKR de revenus au cours du premier trimestre de l'année budgétaire 2023/2024 par rapport à un objectif assigné de 1,97 Md PKR pour la période, dépassant ainsi l'objectif de 63 Mds PKR. La TVA non-récupérable sur les produits importés est en baisse (254 Mds PKR en septembre contre 299 Mds PKR en août). Mais ce phénomène a été toutefois largement compensé grâce à la TVA non-récupérable perçue sur les factures d'électricité, de gaz et de carburants. Par ailleurs, la FBR a pu combler le déficit de 45 Mds PKR grâce à l'IRPP perçu directement sur les salaires.

En septembre l'indice des prix à la consommation est passé à +31,4 % en g.a.

L'inflation des denrées alimentaires est restée élevée à 33,1 %, avec une augmentation en g.a. de 38,4 % pour les denrées non périssables et de 4,37 % pour les denrées périssables. L'inflation annuelle dans les zones urbaines a été plus faible (29,7%) que dans les zones rurales (33,9 %). Selon des analystes, cela tient au fait qu'en zone urbaine, l'augmentation des loyers et des prix de l'immobilier de la population la plus modeste a été contenue. Le rapport mensuel du ministère des finances considère que l'inflation devrait osciller entre 29 et 31 % en octobre du fait de l'augmentation du prix des énergies. Selon la même source, l'inflation ne devrait commencer à baisser qu'au deuxième semestre de l'année budgétaire pour atteindre 26 à 27 % en juin 2024. Le « Pakistan Development Update: Restoring Fiscal Sustainability » de la Banque mondiale estime que l'inflation pourrait atteindre 26,5 % d'ici la fin de l'année budgétaire en cours.

Exportations pakistanaïses : Baisse de 3,78% en g.a. au cours sur le trimestre mais léger rétablissement pour la première fois depuis un an en septembre, en revanche toujours pas de sursaut dans le secteur textile.

En septembre, les exportations de marchandises du Pakistan ont enregistré une croissance modeste de 1,15% en g.a., inversant la tendance après 12 mois consécutifs de contraction. Par rapport à août, les recettes d'exportation ont augmenté de 4,18 % pour atteindre 2,465 Mds USD en septembre. En

revanche, les résultats trimestriels des exportations de marchandises au cours du premier trimestre (juillet à septembre) a diminué de 3,78 % pour atteindre 6,89 Mds USD cette année contre 7,17 Mds USD au cours de la période correspondante de l'année dernière. La modeste croissance des exportations en septembre reflète essentiellement la reprise des commandes d'acheteurs internationaux dans le secteur du riz basmati, la filière cuir, les articles de sports et les produits pharmaceutiques après des mois de marasme. En revanche, le secteur du textile ne se relève toujours pas : 1 600 usines textiles ont été fermées au cours des 16 derniers mois, ce qui représente 500 000 emplois directs. La chaîne de valeur du secteur (égrenage, tissage, filature, transformation et production de vêtements) a perdu sur la période 20 % de la capacité totale installée dans le secteur du textile et de l'habillement et la baisse des exportations de ce secteur en g.a. a été de 12% en septembre (-8% par rapport à août 2023).

La réduction de 42% du déficit commercial au premier trimestre de l'année budgétaire 2023/2024, une illustration du maintien des mesures restrictives sur les lettres de crédit ?

Selon le Pakistan Bureau of Statistics (PBS), le déficit commercial du Pakistan s'est contracté de 42 % en g.a. pour s'établir à 5,3 Mds USD au premier trimestre de l'exercice, principalement en raison d'une baisse importante des importations, les exportateurs textiles du pays n'ayant pu tirer pleinement partie de la dévaluation de la PKR au cours des deux premiers mois de l'année budgétaire. Au cours de cette période, le Pakistan a importé pour 12,2 Mds USD de marchandises, soit une diminution de 4,1 Mds USD (-25% par rapport à la même période l'an dernier). Les importations au cours du premier trimestre ne représentaient que le cinquième de la projection annuelle de 58,7 Mds USD.

La réduction du déficit commercial a atténué la pression sur les réserves de change, qui ont toutefois baissé de plus de 1 Md USD depuis l'accord avec le FMI à la mi-juillet. Alors que l'on s'attendait à une augmentation des importations après que la banque centrale ait annoncé en juillet la levée des restrictions sur les lettres de crédit (L/C) par le système bancaire conformément à l'accord avec le FMI, il semble, d'après certaines entreprises que la politique d'encadrement de l'émission des L/C soit maintenue.

CALENDRIER :

Calendrier

Les élections générales pakistanaïses pourraient avoir lieu au mois de janvier 2024.

Comités de politique monétaire (MPC) de la Banque centrale (SBP) :

30 octobre, 12 décembre.

Commercial :

12.10.2023 - 14.10.2023 : Health Asia International Exhibition & Conferences (Karachi).

20.10.2023 - 22.10.2023 : Build Pakistan 2023(Lahore).

28.11.2023 - 30.11.2023 : Build Asia 2023 (Karachi).

INDICATEURS	
Population (recensement 2023)	250 millions d'habitants
PIB	372 Mds USD (juin 2023) contre 376,5 Mds USD (juin 2022)
Croissance du PIB Année 2022/2023 Prévisions (2023/2024)	+ 0,28% (source pakistanaïse) - 0,6 % (source Banque mondiale) + 3,5 % (hypothèse retenue dans le budget) +1,7 % (hypothèse de la Banque mondiale)
PIB par habitant	1448 USD (contre 1 586 USD au 30 juin 2022)
Taux de chômage Taux de chômage des jeunes	10 % en septembre 2023 en g.a 12,2% en juin 2023 en g.a
Taux de pauvreté (Banque mondiale, septembre 2023)	39,4 % des Pakistanais vivent en dessous du seuil de pauvreté
Indice des prix à la consommation En continu (septembre 2023) Prévisions (2023/2024)	31,4 % au 30 septembre 2023 en g.a 26,5 % (estimation Banque mondiale)
Taux directeur banque centrale	22 % (depuis le 20 juin 2023, confirmé au MPC du 14 septembre)
Réserves de change	7,64 Mds USD au 29/09/23 (3,5 Mds USD au 27/06/23)
Balance commerciale 2022/2023	- 25,59 Mds USD (bilan provisoire)
Compte courant (2022/2023)	+2,56 Md USD
Dette publique (% PIB) Dont Dette externe	207,7 Mds USD soit 73,2% du PIB 77,2 Mds USD
Transferts de fonds des émigrés 2022/2023	25,8 Mds USD (31 Mds USD en 2021/2022)
Flux d'IDE 2022/2023	1,456 Md USD (-25% par rapport à 2021/2022)
Indice de perception de la corruption 2021	140 ^{ème} /180 (124 ^{ème} /180 en 2020)

(Valeur de la PKR : 1 USD = 284,2 PKR (5/10/23) contre 1 USD = 287,2 PKR (31/07/23))